

Pays	Décisions économiques Etats membres ¹
Allemagne	<p>Total des mesures : 1 100 milliards €, enveloppe illimitée de crédits garantis par l'État.</p> <p>Le 23 mars, l'Allemagne a adopté un ensemble de mesures économiques dont</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien financier pour les petites entreprises, les indépendants d'un montant de 50 milliards € - La création d'un fonds de stabilisation économique de 100 milliards € pour les opérations sur capital, et 400 milliards € pour les garanties. - Programme d'aide de plusieurs milliards € fournit par la KfW afin de fournir des liquidités aux entreprises, aux indépendants (maximum 800 000€ en prêts entièrement garantis par l'État) - Le gouvernement fédéral soutient les start-ups, les jeunes entreprises technologiques et les PME avec une enveloppe d'aide de 2 milliards €. - Les paiements spéciaux pour les employés (les primes) de jusqu'à 1 500€ seront exonérés d'impôt - Jusqu'à 40 000 € d'aide à la récolte - Aides fiscales pour les entreprises de toutes tailles pour améliorer leurs liquidités. Les mesures pour les entreprises directement touchées par le coronavirus jusqu'à la fin de 2020 comprennent : <ul style="list-style-type: none"> o Des reports de dettes fiscales. o La possibilité d'ajustement des paiements anticipés d'impôts o Les mesures d'exécution supprimées. <p>Le gouvernement a annoncé également une enveloppe illimitée de crédits garantis par l'État.</p>
Autriche	<p>Total des mesures : 38 milliards €</p> <p>La mise en place d'un fonds de crise d'un montant total de 38 milliards € dont 9 milliards pour les garanties et engagements de protection du crédit, 15 milliards pour les aides d'urgences aux industries les plus touchées et 10 milliards pour les reports d'impôts. Création d'un fonds de 2 milliards € pour soutenir les entreprises individuelles (aide aux indépendants) d'un maximum de 2000€ par mois. 30 millions € seront destinés à soutenir les familles rencontrant des difficultés financières dues à la crise du Covid-19.</p>
Belgique	<p>Au niveau fédéral - Total des mesures : entre 8 à 10 milliards €</p> <p>Entre 1 et 1,5 milliard € ont été prévus pour les mesures de chômage : les entreprises pourront faire des demandes de chômage partiel couvrant jusqu'à 70% du salaire journalier plafonné. La même somme va être allouée pour aider les</p>

¹ Actualisation le 11 mai 2020.

indépendants. Un plan intergouvernemental d'un milliard € pour faire face aux « dépenses les plus urgentes dans la lutte contre le coronavirus ». Enfin, des mesures non chiffrées pour soutenir les banques sont prévues, dont le montant dépendra des besoins de ces dernières.

Au niveau régional :

Wallonie : Une enveloppe de 350 millions d'€ est prévue par la région de Wallonie pour soutenir son activité économique :

- 233 millions d'€ pour les PME sous formes d'indemnités forfaitaires : 5000 € pour les entreprises ayant dû fermer et 2500 € pour celles toujours ouvertes mais dont l'activité est perturbée ;
- 155 millions d'€ pour le secteur de la santé ;
- 2 millions d'€ aux communes afin de compenser la suspension des taxes communales versées par les entreprises et indépendants.

En plus de ce plan de soutien, la région a décidé d'émettre de garanties, Co-garanties et prêts aux entreprises jusqu'à 200 000 €.

Flandre : La Flandre a préparé plusieurs mesures de soutien à l'économie d'un montant qui serait de 350 millions d'€ :

- 100 millions d'€ pour soutenir les prêts des entreprises et indépendants ;
- 40 à 50 millions d'€ en primes. Les entreprises du bâtiment dont les chantiers sont arrêtés recevront 4000 euros. Les cafés et restaurants 2000 euros. Si le confinement se prolonge au-delà de 21 jours, tous recevront 160 euros par jour supplémentaire.

En parallèle de ce plan d'aide aux entreprises, la région va prendre en charge les factures d'eau, de gaz et d'électricité du mois de mars des travailleurs au chômage partiel pour un montant total de 20 millions d'€.

Bruxelles capitale : La région de Bruxelles capitale a préparé une enveloppe de 29 millions d'€ d'aide pour le secteur non-marchand :

- Les aides à domicile ;
- Les maisons de repos ;
- Les organismes en charge de l'aide sociale ;
- Les organismes aidant les personnes handicapées ;
- Les stagiaires sous convention d'apprentissage professionnel.

En parallèle, la région s'est engagée à maintenir toutes ses subventions de l'année, même si les actions subventionnées ont été annulées. Le 7 avril des nouvelles mesures ont été annoncées :

- 150 millions d'€ pour les entreprises contraintes de fermer à cause de la décision du conseil de sécurité national. Cette somme sera distribuée sous forme de primes de 150 millions d'€.
- Suspension de la Citytax sur les hébergements touristiques, des taxes sur les taxis et des amendes LEZ pour les véhicules polluants entrant dans les zones basses-émissions de la région.
- Emission de 20 millions d'€ de garanties sur les prêts d'entreprises.
- Création d'une mission déléguée par Finance&Invest.brussels afin de faire des prêts à taux bas pour les entreprises et des moratoires sur le remboursement en capital de ceux en cours.
- Augmentation du budget des services d'aides aux entreprises, et accompagnement des entreprises qui devaient

	<p>réaliser des missions ou prendre part à des évènements à l'étranger.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintient des subventions aux entreprises du secteur social. - Maintient des subventions pour les évènements sportifs, d'égalité des chances, de cohésion des territoires et de promotion de la ville de Bruxelles, lorsqu'ils sont reportés. En cas d'annulation seule une partie de la subvention est maintenue pour couvrir les frais déjà engagés. <p>Communauté germanophone : La communauté germanophone a prévu un plan d'aide 10 millions d'€ pour les organisations et associations de son territoire.</p>
Bulgarie	<p>Total des mesures : environ 10 milliards d'€</p> <ul style="list-style-type: none"> - 357 millions € alloués à la Banque bulgare de développement. Ils serviront comme garantie de crédit pour les entreprises. - 100 millions € sont destinés à des prêts à la consommation sans intérêt pour les personnes en congé sans solde. - Plus de 500 millions € seront nécessaires dans le cadre du "régime des 60 à 40 ans" pour couvrir les salaires et les avantages des travailleurs des entreprises qui ont été obligées de suspendre leur activité. - Budget gouvernemental de 4,6 milliards € pour soutenir les ménages et le secteur privé. - La banque nationale bulgare met à disposition 4,7 milliards € pour renforcer la résilience du système bancaire.
Chypre	<p>Total des mesures : 700 millions €</p> <p>L'annonce d'un paquet de mesures économiques de 700 millions € :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 millions débloqués pour soutenir le service public de santé 700 millions octroyés au soutien des entreprises et des salariés - Une bourse de 750 € a été mise en place pour les étudiants, et une autre pour les personnes en arrêt maladie. - 20 millions €, allocation spéciale pour les parents travaillant dans le secteur privé, ayant des enfants de moins de 15 ans afin de compenser la perte de salaire ; - 110 millions €, plan de soutien aux entreprises qui ont perdu 25% de leur chiffre d'affaires ; - 10 millions €, plan de soutien pour les PME ; - 3 millions €, soutien financier au personnel des "Afternoon programs" du Ministère de l'éducation ; - 16 millions €, "avantage maladie" ; - 200 millions €, suspension de la TVA pour les entreprises.
Croatie	<p>Total des mesures : 3,9 milliards €</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prêts sans intérêts aux municipalités, fonds d'assurance maladie, et pensions. - Il y a la possibilité de rééchelonner les prêts existants - Exonérations de taxes pour les contribuables en difficulté - Garantie de la liquidité du secteur économique par la Banque croate pour la reconstruction et le développement. - Garantie d'un salaire minimum de 725 € à partir du mois d'avril et exonération d'impôt pour certaines entreprises ; - Les entreprises partiellement ou totalement arrêtées seront exonérées d'obligations fiscales ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Le paiement de TVA pourra être reporté. - Mise en place d'un fonds de roulement pour le développement rural de 1000 à 25000€, avec un taux d'intérêt de 0.25%.
Danemark	<p>Total des mesures : 38,3 milliards €</p> <p>Mesures de soutien à l'économie d'un montant de 38,3 milliards € :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Régime de garantie de 130 millions € de soutien aux PME en difficulté - Pour les entreprises en difficulté, le gouvernement propose de couvrir de 75 % à 90% du salaire des employés pendant la période de crise. - Programme de 1,3 milliards € pour financer les auto-entrepreneurs qui ont perdu plus de 30% de leur chiffre d'affaire - Programme de 5,4 milliards € pour financer les entreprises qui ont perdu plus de 40% de leur chiffre d'affaire - Deux programmes de prêt gouvernemental pour les grandes entreprises et les PME - Libération du coussin de fonds propres contra-cyclique pour libérer le capital des banques commerciales - Augmentation du taux directeur de 15 points de base - Le 18 avril le gouvernement présente un paquet d'aide supplémentaire de 100 milliards DKK (13,4 milliards €) - Le 20 avril le gouvernement a annoncé que les entreprises enregistrées dans les paradis fiscaux ne vont pas pouvoir bénéficier de l'aide du gouvernement - 25 avril : Initiative de 215 millions DKK (28 millions €) pour assister les groupes sociaux vulnérables.
Espagne	<p>Total des mesures : 200 milliards €</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une enveloppe de 117 milliards € (100 milliards comme garantie de l'Etat pour les prêts bancaires, 17 milliards sous forme d'aide aux familles et entreprises). - Report de paiement des impôts destinés notamment aux entreprises. Cette intervention vaudrait 14 milliards €. - Paquet de 300 millions € destiné aux communautés autonomes, sous forme d'aide matériel et financière - Suspension des évictions pour les locataires
Estonie	<p>Total des mesures : 2 milliards €</p> <p>2 milliards € annoncés pour soutenir l'emploi ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soutien via la Fondation KredEx et la Fondation estonienne pour le développement rural - Soutien à la caisse estonienne d'assurance-chômage, des prestations de maladies, des incitations fiscales - Report de la dette fiscale pour 18 mois - Suspension temporaire des paiements de certaines cotisations de retraites - Compensation partielle des coûts directs des événements annulés à hauteur de 3 millions € - Mesure d'aide sociale anticipée pour les travailleurs indépendants - De mars à mai, indemnisation des 3 premiers jours de congé maladie pour les demandes de congés d'incapacité. <p>Le 2 avril, le gouvernement a approuvé la loi de finances rectificative, à noter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 300 millions € de soutien aux transports ;

	<ul style="list-style-type: none"> - La caisse d'assurance-chômage consacre 250 millions € pour maintenir le revenu des travailleurs ; - Baisse des taxes et accises sur le diesel, le gaz naturel et l'électricité - Baisses de TVA notamment pour les publications électroniques.
<p>Finlande</p>	<p>Total des mesures : 15 milliards € Plusieurs mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un paquet pour protéger les emplois et la subsistance des citoyens, et réduire les pressions économiques sur les entreprises de 15 milliards € - Budget supplémentaire alloué aux ressources des autorités et aux entreprises de 400 millions € - Financements aux entreprises à travers Finnvera pour un montant de 12 milliards € - Le gouvernement couvrira également 80% des crédits et garanties de pertes de Finnvera - Business Finlande, allocation d'un fond de 150 millions € pour soutenir les entreprises - La Banque centrale finlandaise introduit un paquet de crise en réinvestissant dans le marché local des obligations d'entreprises - L'administration fiscale finlandaise prolonge les délais de paiements entre le 25 mars et le 31 août. - Subvention directe de 1 milliard € aux entreprises. <p>Le 8 avril le gouvernement a annoncé une enveloppe supplémentaire de 1,2 milliards € pour des programmes d'aide sociale.</p>
<p>France</p>	<p>Total des mesures : 345 milliards €, enveloppe illimitée de crédits garantis par l'État. Le ministre de l'Économie a annoncé des mesures budgétaires s'agissant d'une enveloppe de 345 milliards €.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 300 milliards € de garanties de l'État aux prêts bancaires des entreprises. - 45 milliards € d'aide directe, destiné aux PME, sous forme de mesures du type (délais de paiements d'échéances sociales ou fiscales, report du paiement des loyers ou factures pour les petites entreprises en difficulté, aide de 1 500 € pour les entreprises des secteurs les plus touchés) . <p>De plus, le gouvernement a annoncé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des mesures de "soutien à la trésorerie", "aide directe ou indirecte" et "facilitation du recours à l'activité partielle" - Dérogations possibles en matière de durée du travail pour certaines entreprises dans des secteurs "particulièrement nécessaires" - Possibilité de "reporter ou d'étaler le paiement des loyers" ou certaines factures (eau, électricité...) pour les très petites entreprises "dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie" - Suspension temporaire du jour de carence en cas d'arrêt maladie pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire - Adaptation des règles de dépôt et de traitement des déclarations administratives. - Possibilité de prolonger les reports de cotisations sociales et impôts directes pour tout le mois d'avril. - Aide exceptionnelle à hauteur d'1 milliard d'€ pour les indépendants - Enveloppe d'aide de 390 millions d'€ de mesures de trésorerie en faveur du transport routier. - 19 millions € pour soutenir les parcs zoologiques et assurer l'alimentation et le soin des animaux pendant le confinement - Décision de soutien économique au groupe Air France-KLM avec le gouvernement néerlandais, 10 milliards €

<p>Grèce</p>	<p>Total des mesures : 10 milliards € Enveloppe de 10 milliards €, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 800 € supplémentaires à tout employé dans les entreprises toujours en opération - Bonus pour les professionnels de la santé. <p>Réduction du taux TVA de 24% à 6% jusqu'à la fin de 2020 pour les biens nécessaires dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Annulation des pénalités pour paiement tardif des factures - Remboursement immédiat des dettes dues par l'administration fiscale aux contribuables jusqu'à 30 000 € - 1 milliard € de prêt bancaire destiné aux entreprises pour couvrir les coûts salariaux et non salariaux - Suspension jusqu'à 31 juillet du paiement des impôts et taxes pour les entreprises affectées par la crise du coronavirus
<p>Hongrie</p>	<p>Mesures non chiffrées</p> <ul style="list-style-type: none"> - Extension des allocations familiales - Droit à l'assurance maladie et aux prestations familiales pour les soins et l'éducation de l'enfant prolongé jusqu'à la fin de l'état d'urgence - L'obligation de payer les intérêts sur les prêts des entreprises et particuliers est suspendue jusqu'en juin - Les secteurs du tourisme, hôtellerie, divertissement, jeux, cinéma, spectacles, sports... les entreprises sont exonérées de taxes jusqu'en juin - Suspension temporaire de la contribution au développement touristique - Exemptions de taxes pour les sociétés de taxis.
<p>Irlande</p>	<p>Total des mesures : 3,2 milliards € Le gouvernement a annoncé une aide fiscale potentielle de 3,2 milliards € destinée principalement à soutenir les personnes en incapacité de travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Allocation de 1 milliard € aux services de santé pour améliorer les capacités d'accueil - Programme de stimulation économique de 6,3 milliards € - Plan de fonds de roulement de la Strategic Banking Corporation of Ireland - 200 millions € - Plan de sauvetage et de restructuration pour les entreprises viables - 200 millions € - Suspension des activités de prélèvement des dettes - Maintien de l'état actuel de dédouanement fiscal - Suspension des intérêts sur les paiements en retard entre janvier et mars - Interruption de paiement pour une durée de trois mois pour les PME et les clients corporatifs.
<p>Italie</p>	<p>Total des mesures : 25 milliards € Enveloppe de 25 milliards € pour soutenir l'économie. Les mesures comprennent :</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - La suspension des paiements envers les prêts et les hypothèques pour les familles et les entreprises - Provisions d'argent pour aider les entreprises à payer les ouvriers affectés par le virus - Provisions d'argent pour permettre les familles à payer les gardes d'enfants - Prolongation des congés parentaux - Suspension de tout processus de licenciement à partir du 23 février. - L'État garantira 10 milliards € de prêts pour les PME. - Soutien de 500 million € aux exportateurs.
Lettonie	<p>Total des mesures : ≈ 4 milliards € Plusieurs mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200 000 € ont été débloqués pour acheter des smartphones et tablettes pour assurer l'enseignement à distance - Aide aux employeurs à couvrir les congés maladie et les salaires pendant la période d'inactivité - Report du paiement des impôts jusqu'à 3 ans. Report de la date de soumission des rapports annuels - Le Service des revenus d'État remboursera les paiements de TVA approuvés dans les 30 jours suivant la soumission des déclarations de TVA - L'institution nationale de financement du développement (ALTUM) fournit des garanties de prêts, et des prêts de solution de crise aux entreprises - Les taux d'intérêts pour les prêts accordés aux entreprises du secteur touristique sont réduits de moitié pour les PME, de 15% pour les grandes entreprises. - Le 7 avril, le gouvernement a annoncé que 2 milliards € seront alloués au soutien de l'économie. - 45 millions € sont alloués au soutien de l'agriculture. - Création d'une allocation salariale pour le personnel soignant : 50% de leur salaire pendant 3 mois.
Lituanie	<p>Total des mesures : ≈ 5 milliards € Plan de soutien à l'économie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 500 millions € pour maintenir la liquidité des entreprises - 1 milliard € pour relancer l'économie - 500 millions € pour assurer le bon fonctionnement des hôpitaux et du système de santé, primes, assurance maladie des travailleurs - 500 millions € pour protéger les revenus personnels et l'emploi - Financement par l'État de 60% d'un revenu minimum mensuel - Fonds d'allocation pour les autoentrepreneurs afin de soutenir les contributions à la sécurité sociale - Garantie d'État pour différer certains prêts de 3 à 6 mois - Report des paiements pour les installations d'électricité et de chauffage.
Luxembourg	<p>Total des mesures : 11,8 milliards € Le ministre de l'économie a annoncé le 20 mars la mise en place d'un plan d'aide aux entreprises luxembourgeoises de 300</p>

	<p>millions €.</p> <p>En-dehors de ce paquet de stabilisation, les réponses d'urgences sont basées sur le chômage partiel qui permet aux entreprises de demander à l'État une prise en charge à hauteur de 80% des salaires. Il propose aux entreprises et indépendants des avances en liquidités allant jusqu'à 800 000 €.</p> <p>150 millions € destinés au procurement des équipements médicaux et le renforcement des infrastructures médicaux.</p> <p>Indemnité d'urgence de 2 500€ pour les indépendants.</p>
Malte	<p>Total des mesures : 1,8 milliard €</p> <p>Enveloppe de 1,8 milliard € qui comprend les mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1,6 milliard € pour les entreprises, dont 900 millions sous forme de garanties, et 700 millions sous forme de reports d'impôts - 35 millions € de soutien pour les autorités sanitaires - Paiements par le gouvernement pour tout employé en congé de quarantaine (€350) - Assistance aux entreprises et les travailleurs indépendants.
Pays-Bas	<p>Total des mesures : 20 milliards €</p> <p>Enveloppe de 20 milliards € pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aides aux entreprises pour payer les employés - 300 millions € pour soutenir les PME - Dédommagements pour les agences de voyages, cafés et restaurants.
Pologne	<p>Total des mesures : ≈ 300 milliards de PLN (≈ de 66 milliards €)</p> <p>Bouclier anti-crise de 46 milliards € qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 milliards €, fonds pour les programmes de sécurité sociale ; - 16,5 milliards €, fonds de soutien aux entreprises ; - 2 milliards € pour les soins de santé ; - 15 milliards € pour le renforcement du système financier ; - 6,5 milliards € pour les investissements publics ; - La Pologne permet aux entreprises de repousser le paiement de leurs cotisations sociales sans aucun frais de prolongation ; - Exonérations de cotisations sociales pour les micro-entrepreneurs pendant 3 mois ; - Extension des exonérations pour les entrepreneurs qui ont entre 10 et 49 employés. <p>Le bouclier financier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 milliards de PLN (environ 22 milliards €) versés directement aux entreprises pour protéger les emplois ; - Aide aux PME de 3,5 millions de PLN (environ 773 000€). <p>Le gouvernement prévoit d'allouer environ 3 milliards PLN (environ 661 millions €) cette année pour les collectivités locales.</p>

<p>Portugal</p>	<p>Total des mesures : 22,2 milliards € Le gouvernement a annoncé une enveloppe de 9,2 milliards € pour soutenir les travailleurs et fournir des liquidités aux entreprises touchées par l'épidémie. 296 millions € pour renforcer les capacités du système sanitaire.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enveloppe de 55 millions d'€ de soutien pour la conversion des entreprises pour lutter contre la pandémie - Ligne de crédit ouverte à tout secteur, de maximum 13 milliards d'€ - Soutien de 69 millions d'€ aux projets innovants pour la lutte contre le coronavirus.
<p>République tchèque</p>	<p>Total des mesures : ≈ 36,3 milliards € Pour maintenir le taux d'emploi, l'État apportera une aide directe de 100 milliards de CZK (≈ 3,6 milliards €) et une aide indirecte de 900 milliards de CZK (≈ 32,7 milliards €) sous forme de garanties.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prolongation du délai de dépôt des déclarations fiscales jusqu'au 1er juillet remise de toute amende résultant de la présentation tardive des déclarations fiscales ou des rapports - Le gouvernement versera (par l'intermédiaire des employeurs respectifs) 60 % de la base de cotisation moyenne aux employés touchés par la quarantaine. - Aide directe de 100 milliards CZK (≈3,6 milliards €) et une aide indirecte de 900 milliards de CZK (≈32,7 milliards €) aux entreprises. - Soutien financier direct aux indépendants, ceux qui sont les plus impactés reçoivent une aide de 25 000 CZK (≈930 €) par mois. - Le budget du fonds qui soutient les agriculteurs sera renforcé d'1 milliard CZK (≈37 millions €). - L'État indemnifiera les dépenses salariales pour les entreprises les plus impactées. - Report du loyer pour les entreprises qui ont dû fermer.
<p>Roumanie</p>	<p>Total des mesures : ≈ 15 milliards € Plusieurs mesures prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter la liquidité des entreprises - Soutenir le paiement du chômage technique par les entreprises pour les salariés qui suspendront temporairement leur activité - Augmenter le plafond des garanties de crédit pour les PME par le biais du Fonds de garantie relever le plafond avec 5 milliards € - Assurer le remboursement de la TVA jusqu'à 9 milliards € pour assurer le flux des capitaux et les injections de capital aux entreprises - Assurer le paiement du chômage technique sur le budget du ministère du travail. - Décision de verser du budget de la caisse de chômage 75 % du salaire brut= décisions prises depuis le 19 mars. - 100 millions € de primes de risque seront accordées au personnel de santé. - 75 000 personnes recevront une aide mensuelle de 500 €.

<p>Slovaquie</p>	<p>Total des mesures : ≈ 1 milliard € par mois</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les mesures s'adressent aux entrepreneurs qui ont dû suspendre leurs activités ou à ceux dont les revenus ont considérablement baissé, à condition qu'ils ne licencient pas leurs employés. - Le plan prévoit 500 millions d'euros sous forme de garanties bancaires <p>13 mesures ont également été annoncées par le ministre de l'économie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Différer les remboursements de prêts et hypothèques. - Garantir l'octroi de prêts à court terme à faible taux d'intérêt pour les entreprises de certains secteurs. - Ajuster l'amortissement fiscal ou reporter la déclaration de revenus de 3 mois pour les contribuables. - Travailleurs indépendants : report des paiements et prélèvements d'assurance pour 3 mois. - Les entrepreneurs étaleraient ce remboursement sur 18 mois. - Suspension des impôts sociaux, de santé et de revenu pour les employés qui ne peuvent pas travailler. - Simplification possible d'octroi d'une allocation d'entretien pour les PME. - Jusqu'à 80% de versement de salaire aux salariés des entreprises entièrement fermées ; - Aide aux indépendants et aux entreprises dont les ventes ont baissé - Les employés placés en quarantaine dans reçoivent 55% de leur salaire.
<p>Slovénie</p>	<p>Total des mesures : 2 milliards €</p> <p>Des mesures de gestion de crise totalisant près de 1 milliard € ont été annoncées.</p> <p>Aide aux travailleurs indépendants impactés qui auront droit à un revenu de base mensuel de 70% du salaire minimum net. Ils seront exemptés du paiement des cotisations sociales pendant cette période. Les salaires de tous les hauts fonctionnaires au niveau national seront réduits de 30%. Le gouvernement recommande que les salaires des employés du secteur privé soient augmentés de 10 à 200%. Les travailleurs indépendants pourront toucher 350 € pour le mois de mars et 700 € pour avril et mai. Report du paiement de l'impôt sur le revenu.</p>
<p>Suède</p>	<p>Total des mesures : 28 milliards €</p> <p>Plusieurs mesures annoncées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribution de 3 milliards SEK (≈ 270 millions €) à Almi Företagspartner AB pour augmenter les prêts aux PME - Augmentation de 75 milliards SEK (≈6,7 milliards €) pour le crédit de l'autorité de crédit pour l'exportation (Swedish Export Credit Corporation) - 1 milliard SEK (≈90 millions €) pour soutenir les secteurs sportifs et culturels - Allocation de 266 millions SEK (≈24 millions €) aux différents services de santé publique pour soutenir les coûts de fonctionnement et financer les achats des équipements de protection et des kits de tests - Compensations des surplus dans les dépenses des administrations régionales et municipales - Prise en charge par le gouvernement pendant 2 mois du paiement des congés maladies, même pour les autoentrepreneurs pendant les 14 premiers jours - La Banque centrale suédoise (Riksbank) prête jusqu'à 500 milliards SEK (≈45 millions €) pour protéger l'offre de crédit - Différer le paiement des cotisations patronales de sécurité sociale, de la taxe préalable sur les salaires et de la taxe

sur la TVA qui sont déclarées mensuellement ou trimestriellement

- L'autorité suédoise de surveillance financière réduit le niveau de fonds propres obligatoire des banques.
- Subvention supplémentaire de 20 milliards SEK (\approx 1,8 milliards €) aux administrations municipales et régionales pour soutenir le fonctionnement des services essentiels.